

# Hautes-Pyrénées

## LES CAHIERS DU DÉPARTEMENT

hautespynes.fr - facebook : DepartementHautesPyrénées

#03

NOVEMBRE 2018



# AUJOURD'HUI POUR DEMAIN



## Edito

ITW MICHEL PÉLIEU ..... P. 3-4

## Un territoire qui fédère

## ENSEMBLE NOUS SOMMES AMBITIEUX

ITW CHANTAL ROBIN-RODRIGO ..... P. 5-6

HA-PY SAVEURS : L'ÉTIQUETTE DU "MANGER LOCAL" ..... P. 7

"ON NE PENSE PAS FRANCO-ESPAGNOL,  
ON PENSE PYRÉNÉEN"

ITW JACQUES BRUNE ..... P. 8-9

## Le département en action

## LA SOLIDARITÉ AU CŒUR

DE L'ACTION DÉPARTEMENTALE ..... P. 10-11-12

## POLITIQUES TERRITORIALES

UN HAUT NIVEAU D'INVESTISSEMENT SUR TOUT LE TERRITOIRE ..... P. 13

JEUNESSE, CULTURE : DEMAIN COMMENCE AUJOURD'HUI

ITW MONIQUE LAMON ..... P. 14-15

LES ROUTES : GRANDS TRAVAUX, HAUTE SÉCURITÉ

ITW JEAN BURON ..... P. 16-17

BÂTIMENTS, UN NOUVEAU SOUFFLE ..... P. 18

## Une administration moderne

HA-PY CONTACT, LE DÉPARTEMENT DIRECTEMENT CHEZ SOI ..... P. 19

"88 % DE CE QUE NOUS DÉPENSONS  
EST INVESTI SUR LE TERRITOIRE"

ITW GILLES CRASPAY ..... P. 20-21

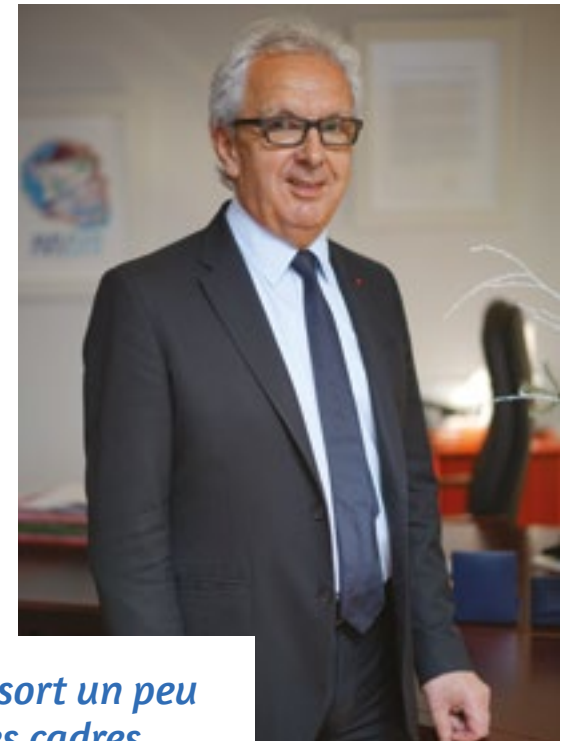
TÉMOIGNAGES ..... P. 22-23

TRIBUNES GROUPES POLITIQUES ..... P. 24-25-26-27

## MICHEL PÉLIEU :

« L'avenir est moins  
à découvrir qu'à inventer »

*Agir de manière consensuelle, sans esprit partisan, dépasser les clivages et les frontières, mener des innovations sociales, économiques et politiques. Des actions au service d'une ambition et d'un engagement : développer le territoire et le bien vivre de ceux qui l'habitent. Michel Pélieu revient sur sa stratégie et son fonctionnement à la tête du Département.*



Michel Pélieu, réélu en mars 2015  
Président du Département des  
Hautes-Pyrénées

Comment voyez-vous l'avenir pour  
les Hautes-Pyrénées ?

L'avenir est moins à découvrir qu'à inventer. Mais il ne peut se construire que dans l'union des forces. Voilà pourquoi, depuis que je suis Président, je me suis beaucoup attaché à faire sauter les barrières, à décloisonner les différentes structures pour créer du collectif au service des Hautes-Pyrénées. Chambres consulaires, agglomérations, communes, Etat, Département, il était important que nous puissions tous mutualiser nos moyens et nos énergies au service d'une même ambition pour le territoire, quelles que soient nos sensibilités politiques. Au sein de l'assemblée départementale c'est la même chose.

« On sort un peu  
des cadres  
pour innover »

## Comment fonctionnez-vous en assemblée ?

Je ne cherche pas à encourager les logiques de clan qui ne mènent nulle part, ni les postures totalement idéologiques. Je tente au contraire de privilégier ce qui m'apparaît être l'intérêt général et la recherche du consensus entre élus, par rapport aux jeux d'appareil et aux stratégies de prise de pouvoir. Je ne m'enferme pas dans des représentations. Dans l'action c'est pareil, on sort parfois un peu des cadres pour innover.

52 000 Haut-Pyrénéens ont moins de 21 ans. C'est pour eux que le Département innove partout sur son territoire.



**Quels exemples d'innovation avez-vous menés ?**

Prenons le cas du RSA. Les conditions d'obtention sont fixées par l'Etat. Le montant également. Nous pourrions nous contenter de verser simplement l'allocation aux bénéficiaires. Mais non ! Nous venons de décider que, dans la mesure du possible, nous ne verserions pas le RSA aux bénéficiaires mais aux employeurs, en contrepartie de l'embauche des allocataires. C'est une manière d'activer ce dispositif pour ne pas laisser les allocataires du RSA dans la dépendance de l'assistance. C'est une question de dignité pour les individus et d'efficacité pour la collectivité.

**On parle beaucoup du poids des dépenses publiques. Les collectivités locales sont-elles trop dépensières ?**

Depuis plus de sept ans maintenant, nous menons un long travail de fond pour mettre à plat et rationaliser notre fonctionnement, afin de traquer tous les éventuels gaspillages, les sources d'économies possibles et les pistes d'amélioration du service. Grâce à cela nous avons aujourd'hui des charges de personnels et des charges financières inférieures à la moyenne des départements comparables. La dette par habitant est inférieure à la moyenne, alors que dans le même temps on investit plus par habitant.

**Mais les ressources continuent à baisser, alors quelles solutions pour pouvoir continuer à agir ?**

Il faut aller chercher des moyens financiers nouveaux. Auprès de l'Etat, de la Région, de l'Europe, mais aussi d'opérateurs privés. C'est le cas pour le Très Haut Débit. Grâce à l'accord que nous avons trouvé, Orange va équiper tout le département en Très Haut Débit, sur ses propres fonds. Cela représente pour l'opérateur un investissement de 300 millions d'euros sur 5 ans. Une économie considérable pour le conseil départemental, donc pour le contribuable. Nous sommes le seul département en France à avoir obtenu un tel engagement à une telle échelle.

**Et avec l'Europe ?**

Je crois beaucoup aux coopérations avec nos voisins espagnols, en particulier avec le gouvernement d'Aragon. De plus elles nous permettent de mobiliser des financements européens. Nous avons entrepris et accompagné beaucoup de démarches dans ce sens. A tel point que nous sommes aujourd'hui le département le plus performant de la chaîne pour récupérer des fonds européens ! Et demain nous irons encore plus loin.

« la dette par habitant est inférieure à la moyenne, alors que dans le même temps on investit plus par habitant. »

**Un projet de territoire innovant**

**INTERVIEW CHANTAL ROBIN-RODRIGO, VICE-PRÉSIDENTE DU DÉPARTEMENT**

**ENSEMBLE, NOUS SOMMES AMBITIEUX**

**Le Projet de Territoire coordonne la politique et les actions des institutions des Hautes-Pyrénées depuis près de 6 ans maintenant. État des lieux.**

Le Projet de Territoire, impulsé par le Département, a conduit à la création de l'association Ambition Pyrénées. Elle réunit, depuis sa création, le Conseil Départemental, la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, la ville de Tarbes, mais aussi les chambres consulaires (commerce et industrie, métiers et artisanat, agriculture). Un cercle qui s'est élargi depuis aux autres intercommunalités.

**L'idée fondatrice** : unir l'ensemble des forces vives du territoire autour d'un même drapeau et parler d'une seule voix pour le développement des Hautes-Pyrénées. Dit de cette manière cela peut paraître simple, mais il a fallu, pour beaucoup d'entre nous, dépasser les clivages politiques et les divergences que nous pouvions avoir eu dans le passé. Ensemble nous avons su faire fi de nos différences et c'est en totale concertation et transparence que les actions sont menées. Ensemble nous sommes ambitieux car quand il y a un beau projet, il y a toujours une solution financière.

« Le Projet de Territoire, c'est d'abord un état d'esprit collectif »

**Concrètement, comment fonctionne le Projet de Territoire ?**

Nous avons déterminé des grands axes de travail, avec bien évidemment des thématiques phares :



l'économie, le tourisme ou l'agriculture mais aussi des dossiers plus spécifiques comme le développement numérique ou l'accessibilité des lieux publics. Chaque chantier est sous la responsabilité d'un élu chargé d'organiser les réunions et la mise en forme des projets. Quand la création de la marque Hapy Saveur a été évoquée, la Chambre d'Agriculture, très justement, a demandé un engagement de tous les partenaires. Grâce à l'action collective, chaque membre fondateur s'est engagé tant financièrement qu'en accompagnement du projet.

**Quelles sont les pistes à explorer pour l'avenir ?**

A mi-mandat, le dossier économique reste prioritaire. Entre les deux métropoles Toulouse et Bordeaux, le triangle Tarbes-Pau-Lourdes reste un bassin économique majeur. La création d'un



seul aéroport Tarbes-Pau, sur deux sites, n'est pas non plus une utopie. À nous de nous donner les moyens et les études nécessaires pour y parvenir. De manière générale, je pense que le rapprochement avec les Pyrénées Atlantiques, et tout parti-

culièrement avec le Béarn, doit être approfondi ; nos deux territoires ont beaucoup en commun et nous pourrions trouver des pistes de développement intéressantes, qu'elles soient économiques, culturelles, sociales, etc...



## LES HAUTES-PYRÉNÉES DANS LE CLUB DE LA FRENCH TECH

Depuis 2016, les Hautes-Pyrénées font partie des départements labellisés French Tech. Une distinction récompensant les territoires capables d'accueillir sur leur sol des entreprises à fort potentiel de croissance. Grâce à la présence de laboratoires de recherche, de plateformes technologiques spécialisées, ou encore du campus des métiers, la candidature portée par le Département et ses partenaires a été reconnue dans la catégorie « Transition énergétique ».

### DÉJÀ UNE RÉALITÉ :

En deux ans, la French Tech c'est :

● **590 000 euros** de levée de fonds pour 20 porteurs de projets

● Des projets collaboratifs en cours et un projet d'installation pour **une entreprise autrichienne**

● La création d'un **accélérateur de start-up** commun avec l'Institut Technologique d'Aragon (120 chercheurs), **financé à 65% par l'Union Européenne**

● L'accompagnement de **42 nouveaux emplois**

## CIRCUITS COURTS

# HaPy SAVEURS : L'ÉTIQUETTE DU "MANGER LOCAL"



Maryse Beyrié,  
Vice-Présidente  
en charge  
de l'Agriculture.

*Vous l'avez peut-être remarqué en faisant vos courses : ce qui est produit en Hautes-Pyrénées est désormais distingué sur les étals.*



Porc noir de Bigorre, haricot tarbais, vin de Madiran... Dans les Hautes-Pyrénées, les produits d'exception ne manquent pas, tous distingués par un label ou une AOP.

Au-delà de ces signatures, le Département, la Chambre d'agriculture et la Chambre des métiers ont créé il y a deux ans la marque HaPy Saveurs pour permettre au consommateur haut-pyrénéen d'identifier clairement les produits originaires, élevés et transformés dans le département et ses alentours.

Organisée d'abord autour de la viande bovine, l'étiquette HaPy Saveurs s'est depuis faite une

place sur les cartes des restaurants et dans les rayons des supermarchés. L'obtention de la marque répond à un cahier des charges précis, où l'essentiel repose sur l'origine locale du produit.

« Cette marque peut jouer le rôle de locomotive et ainsi être bénéfique tant pour les professionnels que pour les consommateurs, précise Maryse Beyrié. Nous ne nous sommes pas fixés de limite : le seul objectif d'HaPy Saveurs est de permettre au plus grand nombre d'avoir accès, près de chez soi, à ces produits de qualité reconnus comme tels. »

# Un territoire qui fédère

**Interview Jacques Brune**  
Président de Hautes-Pyrénées Tourisme Environnement



“ON NE PENSE PAS FRANCO-ESPAGNOL, ON PENSE PYRÉNÉEN”

« Depuis le début de ce mandat, le Département s'est investi pleinement dans une dynamique de projets transfrontaliers avec l'Aragon, et plus particulièrement la Diputación de Huesca : une volonté politique forte de la collectivité qui doit beaucoup à l'implication de son président Michel Pélieu.

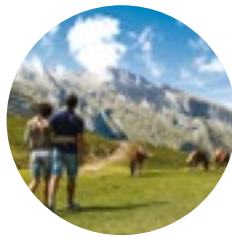
Grâce à l'Europe, nous avons la possibilité de mettre en place des projets de développement subventionnés à 65% par le FEDER, ce qui, à l'heure actuelle, est considérable.

Notre force, c'est d'avoir adopté très vite le bon état d'esprit. En co-construisant des projets qui impactent tous les domaines de l'économie : la recherche, les transports, le tourisme... Et surtout qui profitent à l'ensemble du territoire pyrénéen, français comme espagnol. Parce qu'une vraie politique transfrontalière ne consiste pas à serrer la main du voisin pour se servir de ses richesses, il faut penser d'un seul bloc, penser « pyrénéen », pour avancer ensemble.

En 3 ans, le Département a contribué à l'élaboration de 34 projets qui ont permis de capter 13 M€ de crédits européens, ce qui nous place sur le podium des collectivités les plus performantes de la zone Pyrénées-Espagne-Andorre. Redessiner la carte des Pyrénées en gommant la frontière entre notre département et l'Aragon, c'est dessiner la carte d'un territoire nouveau, cohérent, et désirable depuis l'étranger : les Pyrénées. »



Luz-Pays Toy



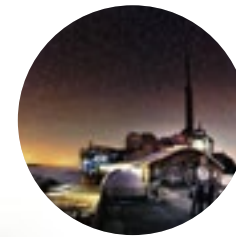
Argelès-Gazost / Val d'Azun



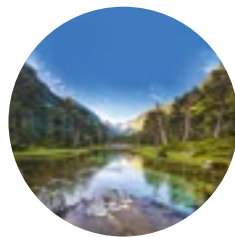
Tarbes/Madiran/Val d'Adour



Lourdes



Tourmalet/Pic du Midi



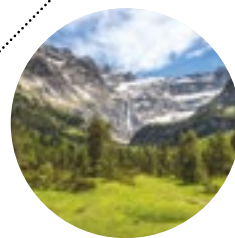
Cauterets Pont d'Espagne



Vallées de Hecho et Ansó



Vallée de Tena



Gavarnie



Ordesa Mont-Perdu



Benasque / Aneto



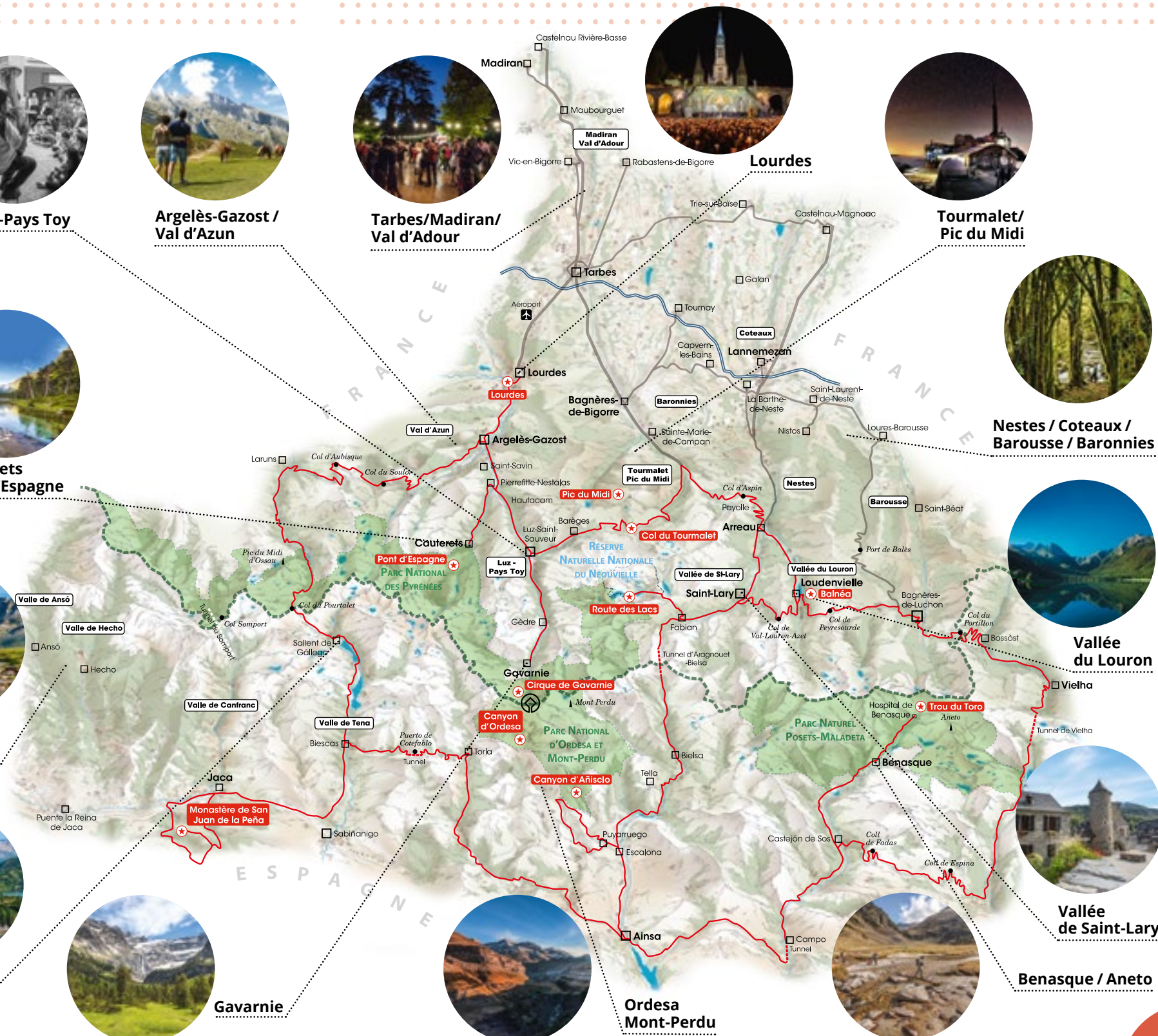
Nestes / Coteaux / Barousse / Baronnies



Vallée du Louron



Vallée de Saint-Lary



## Solid'Action65

# LA SOLIDARITÉ AU COEUR DE L'ACTION DÉPARTEMENTALE

*Première compétence du Département, la solidarité est trop souvent vue comme un guichet. Solid'Action65 en fait un véritable levier d'insertion.*

*Les participants de l'opération « La Roue Tourne » : gagner en autonomie et lutter contre l'isolement grâce à la pratique du vélo.*



Concentrée sur son vélo, Sandra s'applique à suivre son groupe. Il y a un mois encore, elle n'avait jamais posé les mains sur un guidon. Aujourd'hui, elle participe à une sortie entre Lourdes et Argelès. L'opération, organisée par l'Office départemental des Sports et des associations spécialisées dans l'insertion, lui permet de gagner en autonomie : « Je restais tous les jours à la maison, raconte-t-elle. Il fallait que je trouve une activité. Le vélo je ne connaissais pas. Et comme des séances d'apprentissage au code de la route étaient prévues, je me suis dit que c'était aussi l'occasion de prendre confiance en moi. »

Tout comme Sandra, une dizaine de personnes, allocataires du RSA, a pu bénéficier de cette initiative. Il s'agit là d'une des nombreuses facettes de Solid'Action, un terme derrière lequel se cache une toute nouvelle logique d'action pour les services du Département. Avec près de 168 millions d'euros dépensés en 2017, le secteur social représente la part la plus importante du budget départemental. Mais pour Joëlle Abadie, l'élue en charge du dossier Solid'Action, se limiter au simple aspect financier revient à tenir une politique de guichet. « Pour les Hautes-Pyrénées,

les politiques de solidarité constituent un vrai levier de développement. Elles sont créatrices d'emploi, assurent un bien vivre dans notre territoire. La vraie question, ce n'est pas comment faire plus de social mais « mieux » de social. » Pour cela, le Département se pose en rassembleur, dans la même logique que le Projet de Territoire. Une dynamique Solid'Action a ainsi été enclenchée autour de nombreux partenaires : l'État, la Région, l'agglomération Tarbes-Lourdes et les communautés de communes des Hautes-Pyrénées, les chambres consulaires et les acteurs

de l'action sociale (CPAM, MSA, CAF, ARS, Pôle Emploi). « L'idée, c'est de réfléchir ensemble pour intégrer la notion de solidarité à toutes nos politiques publiques, qu'elle soit partout, qu'elle devienne un vecteur de développement » précise Joëlle Abadie. A l'image de Sandra, qui a pu bénéficier d'un apprentissage à la pratique du vélo, les idées et les projets, qu'ils soient petits ou grands, n'ont pas manqué. Ainsi, plus de 7000 heures de travaux d'insertion ont été réalisés sur le chantier de rénovation de l'hôtel du Département. Rénovation

du patrimoine, entretien des routes ou des arrêts de bus, les domaines sont variés. Projet rayonnant sur le territoire, la création en cours d'une légumerie réalisée par Villages accueillants, une association d'insertion, qui approvisionnera notamment la restauration scolaire. Une plateforme logistique, financée avec la Chambre d'agriculture et la communauté de communes Adour-Madiran, permettra de commercialiser en

local les productions agricoles. Au-delà du soutien apporté à l'agriculture locale, cette structure devra employer des travailleurs en chantier d'insertion. Mettre de la solidarité dans toutes les politiques publiques, voilà l'esprit de Solid'Action. Et les plus petits ne sont pas oubliés. Pour la première fois cette année, chaque nouveau-né haut-pyrénéen a reçu un livre offert par le Département. Objectif : favoriser l'accès à la lecture dès le plus jeune âge.



Grâce à l'opération « Premières pages », le Département offre un livre à chaque enfant né ou adopté dans les Hautes-Pyrénées

**JOËLLE ABADIE,**  
PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION  
« SOLIDARITÉS SOCIALES »

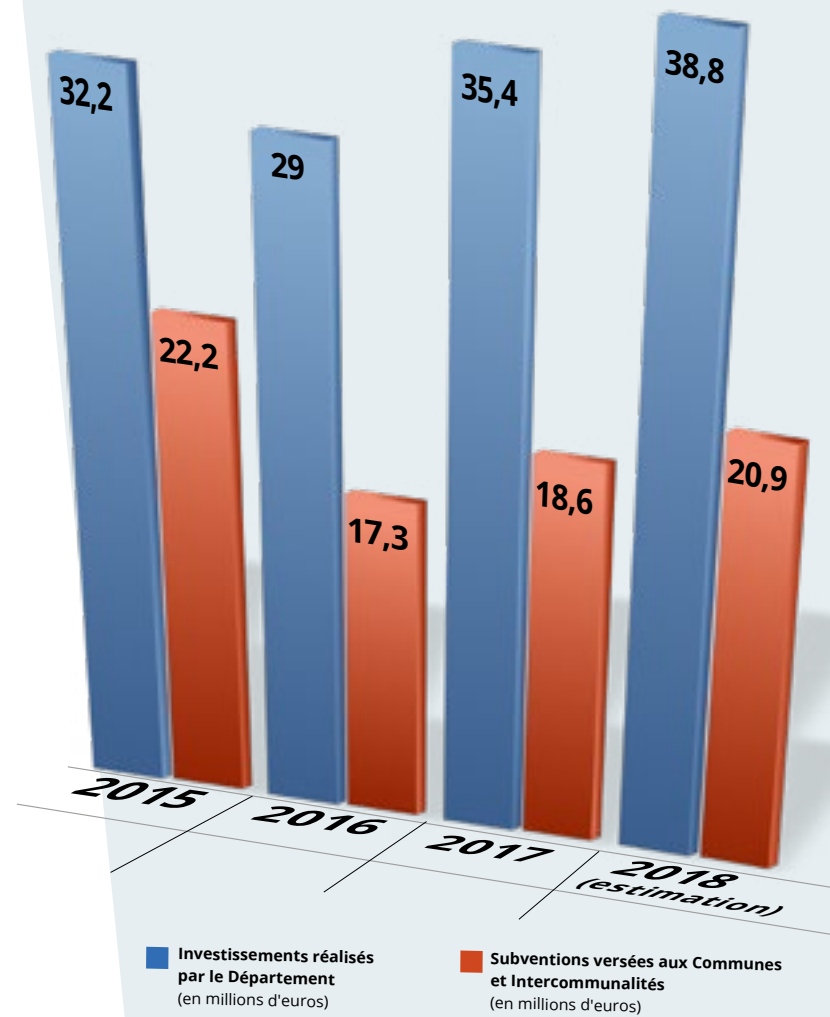


« Avec Solid'Action 65, le Conseil départemental s'engage à déclencher un réflexe social dans toutes ses politiques publiques. Désormais, toutes nos actions ont un impact sur le développement social de nos concitoyens. Parce que la solidarité pour tous les Haut-Pyrénéens, c'est l'affaire de chaque citoyen, de chaque territoire des Hautes-Pyrénées. Parce que le bien vivre ensemble de se décrète pas, il se construit ensemble. »

**POLITIQUES TERRITORIALES**

UN HAUT NIVEAU D'INVESTISSEMENT SUR TOUT LE TERRITOIRE

Sans augmenter la dette ni la fiscalité départementale, le Département maintient et consolide sa politique dynamique d'investissement sur le territoire. Cette volonté de conserver un haut niveau d'investissement pour entretenir nos routes, nos collèges, nos bâtiments publics ou pour accompagner les projets de nos communes traduit aussi une volonté de soutenir l'activité économique des entreprises locales du bâtiment et des travaux publics en contribuant aux carnets de commandes.



**L'ADAC, LA BOÎTE À OUTILS DES COMMUNES**

360 communes et communautés de communes des Hautes-Pyrénées adhèrent aujourd'hui à l'Agence départementale d'accompagnement des collectivités. L'ADAC est chargée de leur apporter une aide juridique et administrative, de les assister dans les travaux de voirie, d'équipement, d'urbanisme, d'eau et assainissement, etc. Les petites collectivités – et même les plus grandes ! – n'ont en effet pas nécessairement les moyens d'engager ou de faire travailler des spécialistes du droit ou des travaux publics pour réaliser leurs projets, une assistance que leur fournissait auparavant l'État. Le Département a donc créé (en 2012) cette agence qui apporte ses compétences aux communes. Objectif : mutualiser les moyens et alléger le coût des collectivités et de leurs administrés : entre 0,30 et 1,80 € par an et par habitant selon les communes et communautés de communes.

## JEUNESSE, CULTURE : DEMAIN COMMENCE AUJOURD'HUI



### DES TABLETTES POUR LES COLLÉGIENS

Depuis 4 ans, le Département, en partenariat avec L'État, équipe les collégiens et leurs enseignants de tablettes numériques. Un programme ambitieux offrant aux élèves une pédagogie novatrice où chaque élève dispose des mêmes ressources que ses voisins.

#### La tablette au collège, c'est :

- Un enseignement individualisé grâce à des exercices adaptés au niveau de l'élève
- L'accès aux connaissances pour tous
- Le poids du cartable qui s'allège
- Une pédagogie qui se transforme et s'adapte aux usages actuels

### CANTINES SCOLAIRES : UNE ALIMENTATION SCIENTIFIQUEMENT ÉQUILBRÉE

C'est une première nationale. Conçue par les services informatiques du Département, l'application « Menu » permet aux chefs cuisiniers des collèges d'élaborer et de gérer les plans alimentaires des cantines scolaires sur une durée de six semaines. Les chefs, qui produisent tous les repas sur place, composent leurs menus d'après une liste de plats suggérés par le logiciel, respectant ainsi les équilibres alimentaires et les fréquences de présentation des plats, le tout sous validation d'un diététicien indépendant.

Depuis sa mise en place, cet outil représente un gain de temps considérable pour les chefs cuisiniers qui peuvent consacrer plus de temps à la préparation et à la sélection des produits. Alors que la loi fixe un seuil minimum de 20% de produits bio, le Département incite les établissements à confectionner des menus comprenant 40% de produits locaux.

### CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES JEUNES : APPRENDRE ET DEVENIR CITOYEN

Tous les deux ans, les collégiens des Hautes-Pyrénées élisent leurs camarades au sein du Conseil départemental des jeunes. Cette assemblée permet aux adolescents élus de mettre en place des projets citoyens en étant accompagné par les agents du Département.

#### Quatre thèmes ont été abordés lors des deux derniers mandats :

- « Bien manger à la cantine »
- « Cap patrimoine »
- « Activités physiques et adolescence »
- « Le patrimoine naturel des Hautes-Pyrénées »

### LA CULTURE TOUS AZIMUTS

Le Département poursuit ses actions de soutien et de promotion des événements culturels. Théâtre, arts de rue, arts visuels, contes, musiques, littérature, une trentaine de festivals bénéficie chaque année des aides de la collectivité. Le Département est également engagé dans la production de manifestations culturelles, notamment à l'abbaye de l'Escaladieu :

#### En trois ans, l'abbaye de l'Escaladieu c'est :

- 7 expositions
- 34 spectacles (concerts, théâtre, danse, etc.)
- Plus d'une centaine d'animations : visites insolites, ateliers pour enfants, conférence, chasse aux œufs, marché de Noël, etc.

## Entretien

### MONIQUE LAMON

PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION "ÉDUCATION  
JEUNESSE SPORT VIE ASSOCIATIVE"

A mi-mandat, je regarde avec fierté le travail accompli par les élus et les services du Département.

Je pense au travail mené pour le bien-être des collégiens avec la rénovation progressive des établissements, l'application « Menu », l'obtention du label ECOCERT récompensant notre politique en faveur du bio dans les cantines.

L'animation de la vie culturelle et sportive de nos cantons a été renforcée avec un dispositif d'aide aux associations très attendu : le Fonds d'Animation Cantonal (FAC). Dans la même veine, Pour son 10<sup>ème</sup> anniversaire, le prix littéraire « Tout en auteurs » a

**connu son plus grand succès avec 900 élèves engagés. De même, le concours annuel d'expression gasconne reste toujours très fréquenté.**

Je n'oublie pas non plus la valorisation du patrimoine de l'abbaye de l'Escaladieu avec la création d'un

espace muséographique interactif. Nous avons accueilli des expositions de qualité : « Les frontières » de Jacques Brianti, « Les riches heures » de Kiki et Albert Lemant, « La Grande Guerre à la Une » élaborée par le service des Archives sans oublier la programmation régulière de spectacles vivants.

Du côté de notre politique sportive, nous continuons bien sûr de soutenir les clubs et la formation des jeunes et l'Office Départemental du Sport poursuit la promotion et le développement des activités sportives de tout type et pour tous les âges.

Mais nous avons encore de nombreux projets en tête

pour maintenir cette dynamique et contribuer au développement touristique et culturel du territoire. Nos deux abbayes restent des lieux privilégiés pour accueillir les futurs événements.





**Interview Jean Buron**  
Vice-Président en charge  
des Routes et Transports



## LES ROUTES : GRANDS TRAVAUX, HAUTE SÉCURITÉ

*Le Département entretient 3000 km de routes, dont près de la moitié en montagne où il doit souvent avoir recours aux innovations les plus pointues.*



**Quels chantiers ont selon vous marqué cette première moitié de mandat ?**

Les travaux menés sur le réseau départemental répondent depuis toujours à deux exigences : sécuriser et moderniser. Nous avons en 2015 inauguré la déviation de Cadéac, un vaste projet qui facilite désormais l'accès à la Vallée d'Aure tout en protégeant cette petite commune du trafic routier. Plus récemment, la création d'une bretelle de sortie sur la RN21 au niveau de Louey a permis de mieux desservir la commune et le sud de l'agglomération tarbaise.

Je citerai aussi la réfection du col du Soulor marquée par l'utilisation d'un enrobé innovant, adapté aux conditions hivernales qui illustre bien notre volonté de recourir aux techniques de pointe. Mais en marge de ces chantiers, je retiendrai également la capacité de nos services à s'adapter et réagir aux situations d'urgence. La reconstruction de la RD7 à Gazost, emportée par un glissement de terrain et coupant l'accès au hameau d'Aranou, a été réalisée dans des délais



records. Une réactivité qui a valu au Département d'être primé aux trophées ORQUASI, dédiés aux collectivités, dans la catégorie « gestion de crise ». De même, les travaux de sécurisation des gorges de Luz ont conduit à la réouverture et la remise en état dans des délais très courts du tunnel d'Arriou Cluc comme itinéraire de secours.

**En quoi la gestion des routes reste-t-elle une mission essentielle de service public ?**

La nouvelle organisation des services publics sur le territoire a retiré aux départements la compétence économie. Cependant que deviendrait l'économie sur nos territoires si le Département n'assurait pas l'entretien et de développement du réseau routier ? Oui, les routes et leurs infrastructures soutiennent notre économie et le fonctionnement de la vie de tous les jours dans les Hautes-Pyrénées. L'entretien de nos 3000km de voies départementales reste la première mission de nos agents des routes, un travail quotidien de service public.

## BÂTIMENTS : UN NOUVEAU SOUFFLE

Le mandat est marqué par une politique ambitieuse de rénovation et de construction des bâtiments départementaux. Partout sur le territoire, les buts recherchés sont les mêmes : améliorer les conditions d'accueil du public et les conditions de travail des agents ; entretenir utilement le patrimoine. Partout également, le choix est fait de bâtiments exemplaires quant à leur empreinte écologique.

- Rénovation de l'Agence départementale d'accompagnement des collectivités (ADAC).
- Construction de la Maison départementale de l'enfance et de la famille (MDEF) à Tarbes.

- Construction du centre d'exploitation des routes à Lalanne-Trie.
- Réhabilitation de la Maison Départementale de Solidarité à Argelès-Gazost.
- Rénovation thermique du collège Maréchal Foch à Arreau.
- Rénovation du collège de Séméac.
- Rénovation complète et réhabilitation de l'Hôtel du Pradeau.
- Construction de la Maison départementale de Solidarité et rénovation de l'agence des routes à Bagnères-de-Bigorre



Construction de la nouvelle Maison Départementale de Solidarité à Bagnères-de-Bigorre, un bâtiment à énergie positive.



Une rénovation en profondeur pour le collège Paul Valéry à Séméac.



L'hôtel du Pradeau réhabilité

## HA-PY CONTACT : LE DÉPARTEMENT DIRECTEMENT CHEZ SOI

**En plus de ses services habituels, le Département vous propose de faire vos démarches administratives sans quitter votre maison.**

### Ha-py Contact : qu'est-ce que c'est ?

Il y a 4 façons pour les services départementaux d'accueillir le public : au guichet dans les divers points d'accueil répartis sur le territoire, au téléphone, par courrier papier ou par mail. Ce qui représente plusieurs centaines de milliers de sollicitations par an !

L'idée est de simplifier le contact : quel que soit le moyen utilisé, quel que soit l'objet de la demande, quel que soit l'endroit où elle est faite, permettre à celui qui pose une question d'obtenir facilement une réponse adaptée et dans les meilleurs délais.

### Pourquoi ce sera plus simple

En plus des diverses améliorations auxquelles procède déjà le Département pour gérer le courrier papier, les principales innovations seront numériques.

Elles permettront à chacun :

- de se créer un compte personnel ;
- de stocker ses documents dans un coffre-fort numérique ;
- de remplir ses formulaires en ligne ;

- de payer à distance et ce, à n'importe quelle heure et de n'importe quel lieu, y compris lointain.

### Quels sont les avantages ?

- les démarches administratives seront possibles même en-dehors des heures et jours ouvrables ;
- les informations personnelles étant stockées dans un coffre-fort personnel lui aussi, il suffira de les donner une fois sans être obligé de les répéter à chaque nouvelle demande ;
- chaque dossier, chaque demande pourront être suivis à distance.
- les délais de réponse seront garantis.

### Est-ce que ça signifie qu'il faudra tout faire par ordinateur ?

Non, bien sûr. Ce sera le choix de chacun. L'accueil physique et téléphonique demeurera, les services du Département implantés partout sur le territoire aussi. Mais il sera possible, en plus, de les solliciter et de faire ses démarches sans se déplacer.



## L'OPEN DATA : LES DONNÉES NUMÉRIQUES DU DÉPARTEMENT ACCESSIBLES À TOUS

Dans une logique de transparence, le Département a rendu public et gratuit l'accès à ses données numériques. Les fichiers sont accessibles sur l'adresse :

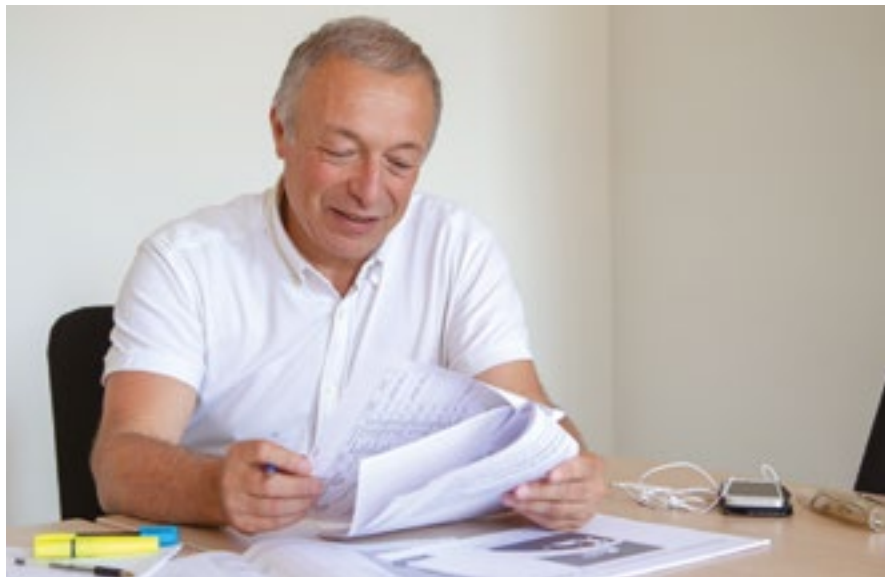
<https://hautespyrenees.opendata-soft.com>

## Interview Gilles Craspay

Président de la Commission Finances, Ressources humaines et moyens généraux

## "88% DE CE QUE NOUS DÉPENSONS EST INVESTI SUR LE TERRITOIRE"

*Le même choix a été renouvelé chaque année depuis 2015 : ne pas augmenter les impôts ; investir le plus possible dans la vie quotidienne et les projets des Haut-Pyrénéens.*

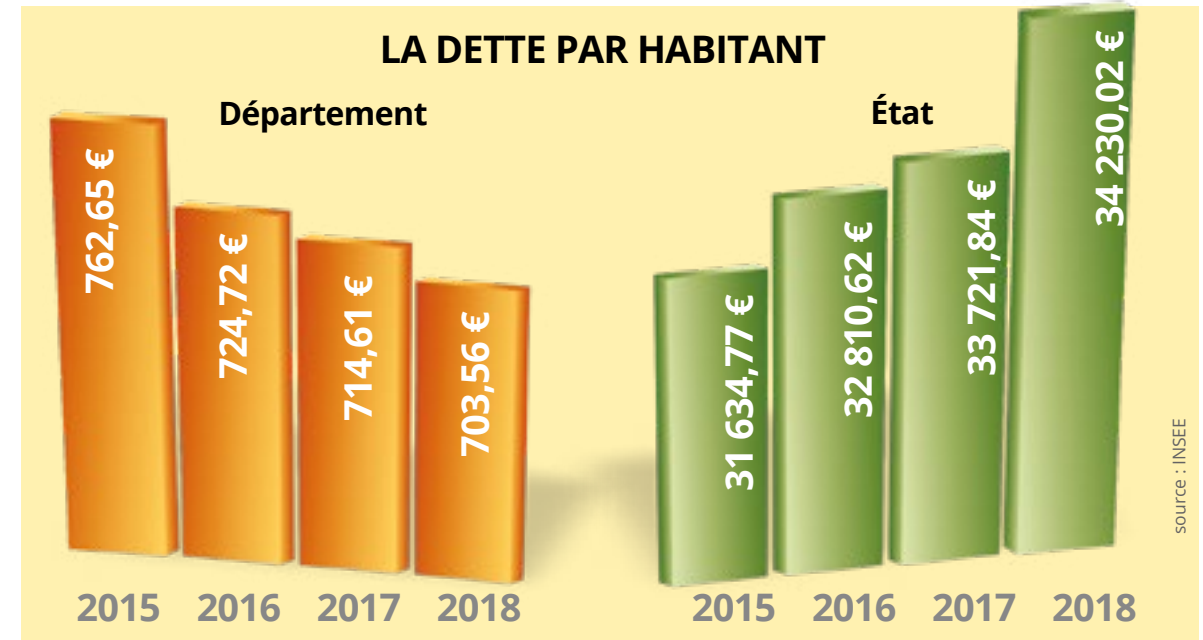


### Quel bilan tirez-vous de la gestion financière menée par le Département depuis 2015 ?

Le vote du budget départemental représente chaque année un exercice délicat. Nous avons l'obligation de maîtriser nos finances et cela dans un environnement contraint où l'argent public est un bien précieux. Je retiendrai deux points forts

auxquels nous nous sommes attachés depuis 2015 :

- Le contrôle d'une dette « saine », qui ne représente ni un poids, ni un danger pour nos finances.
- Le maintien de la fiscalité : la taxe foncière, notre principale ressource fiscale, n'a pas évolué depuis 2012.



### Quelles mesures le Département a-t-il prises pour équilibrer les finances ?

Nos principaux efforts se sont portés sur nos dépenses de fonctionnement. Mais cela ne va pas sans contraintes. Malgré une augmentation mécanique de 2% par an, liée à l'avancement des agents, notre masse salariale n'a pas explosé.

Avant tout, la volonté du Département est de maintenir un niveau d'investissement conséquent sur le territoire avec 60 millions d'euros votés en 2018. Mais il faut aussi que ces dépenses soient efficaces. 88% d'entre elles sont injectées directement dans le développement durable des Hautes-Pyrénées ; elles ont donc un impact réel – et même décisif – sur l'économie locale.

### Dépenses sociales (personnes âgées, handicap, RSA, logement...)





## ROUTES ET INFRASTRUCTURES FRANÇOIS ANGLADE ET CHRISTIANE CLAVIÉ-ANGLADE, HABITANTS DE CADÉAC

**La déviation inaugurée en juin 2015 a libéré tout le centre du village d'un trafic routier très lourd entre la France et l'Espagne.**

« Nous habitons en bordure de route au centre du village. Toutes les façades sont rayées par les camions, certains volets ont été arrachés, une vitrine cassée ! Cette route avait été ouverte à l'époque où des chevaux tiraient des carrioles, ils passaient même sous un porche, imaginez comment des poids lourds pouvaient s'y croiser sans tout emporter au passage ! Le bruit, les meubles qui vibrent, on finit par s'y faire. Mais le danger non. Même longer les maisons était impossible. Cette déviation que nous avons attendue 30 ans a totalement changé notre vie et celle de Cadéac. On a l'impression d'être redevenu un village, on a même pu refaire la fête annuelle sur la place centrale. Il y avait des maisons à vendre, maintenant elles se vendent. Et surtout nos enfants ne sont désormais plus en danger permanent. Parfois, il y a encore un camion qui passe, mais ce sont ceux dont le GPS ne marche pas... »

## POLITIQUES TERRITORIALES ANNE-MARIE BRUZEAUD-SOUCAZE, MAIRE DE BONNEFONT

**Le Fonds d'Aménagement Rural, doté de 6,5 M€, aide les communes de moins de 2000 habitants et leur communauté à réaliser leurs projets d'aménagement et d'amélioration du cadre de vie.**

« Je suis maire de Bonnefont, une commune de 352 habitants dans le canton des Coteaux, depuis 2001.

Le budget total de la commune est d'environ 100 000€. Sans cet appui du Département, nous n'aurions pas les moyens d'entretenir le patrimoine communal – nos deux églises – ni nos routes alors qu'il y a souvent beaucoup de kilomètres de voirie dans les communes rurales.

Nous n'aurions pas pu non plus maintenir notre cadre et notre qualité de vie. Le FAR nous a permis de refaire la place centrale du village, d'aménager une agence postale communale, une bibliothèque et une maison pour les associations.

En fait, le FAR est aujourd'hui le socle à partir duquel je monte tous mes projets. Il est facile à demander, rapide à mettre en place, adapté à la petite taille des petites communes et ses résultats sont visibles et concrets tout de suite.

Autre atout non négligeable : les 6,5 M€ accordés aux communes génèrent 35 M€ de travaux et d'investissements, ce qui signifie que le FAR alimente aussi grandement l'économie et l'emploi locaux.

Si je pouvais faire une proposition pour améliorer encore cette aide aux communes, ce serait d'en avoir encore plus ! En augmentant le plafond, qui est limité à 48 000€/an, ou en ne l'accordant qu'aux communes de moins de 500 habitants mais évidemment ceux qui en seraient exclus ne seraient sûrement pas d'accord avec moi !



## SOLIDARITÉ ANNIE SASSUS, PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION TRAIT D'UNION AIDANTS-AIDÉS NESTE-BAROUSSE, SAINT-LAURENT DE NESTE

**Pour soutenir les aidants, le département finance des hébergements de repos, les aides ménagères et le portage des repas. Il finance aussi la prestation dépendance.**

« Mon père a 96 ans, il est la 6<sup>e</sup> personne que j'aide dans ma famille : je suis aidante depuis 1981. Pendant longtemps, personne n'a aidé les aidants parce qu'on se disait que c'était la charge normale d'une famille, sans voir que les enfants habitaient parfois désormais loin de leurs parents. Il fallait se débrouiller tout seul, sans aucun conseil, sans aucun soutien, on se croyait très fort, on pensait qu'on pouvait tout assumer sans aide extérieure.

Ce n'est absolument pas vrai. Un projet de soutien aux aidants sur leur territoire de vie s'est lancé entre Nests, Barousse et Comminges avec des gens des mutuelles de santé, des assistantes sociales, des professionnels du Département.

C'est là que je me suis rendue compte que je n'étais pas seule, que nous étions même nombreux à avoir les mêmes questions, les mêmes difficultés, les mêmes doutes.

Nous avons donc créé l'association avec notamment les services sociaux du Département. Nous formons et nous informons les aidants, nous étendons le dispositif de solidarité entre eux.

Il manque bien sûr encore des structures d'accueil temporaire, il manque des formations, par exemple en soins palliatifs.

Mais le Département nous a apporté tellement d'aides logistiques, financières et morales que je peux dire qu'il n'y a pas beaucoup d'équivalents en France de ce qui existe déjà ici. »

## SOLIDARITÉ FRÉDÉRIC DESPLATS, PÂTISSIER, IBOS

**Cap parrainage met en liaison des allocataires du RSA et des cadres ou chefs d'entreprise volontaires qui les accompagnent dans leur retour vers l'emploi. Un parrainage dure 6 mois, éventuellement renouvelables. 50 personnes en ont déjà bénéficié.**

« Après la fermeture de mon entreprise de pâtisserie artisanale, je me suis retrouvé au RSA. J'avais 30 ans de métier, trop de mauvais souvenirs, trop de doutes sur tout, j'avais complètement perdu toute confiance en moi.

Mon référent RSA m'a alors parlé de Cap parrainage que le Conseil départemental venait juste de lancer. Il me proposait de rencontrer un chef d'entreprise qui pourrait me conseiller – par exemple pour faire mon CV –, me guider pour retrouver du travail, mettre son réseau à ma disposition.

Mon parrain volontaire était un expert-comptable qui connaissait beaucoup d'entreprises. Avec lui, j'ai donc refait mon CV, appris à écrire des lettres de motivation personnalisées, j'ai surtout repris confiance en moi et rien que pour ça, je lui serai reconnaissant pour toujours.

Juste avant Noël 2017, il m'a dit qu'une grande enseignante allait me contacter. Je me suis rendu compte que je savais faire bien sûr tout ce qu'on y attendait de moi et même bien plus, mais au chômage on tombe tellement bas qu'on doute de savoir faire ce qu'on a toujours fait.

Quelques jours après Noël et après m'avoir vu travailler, le patron est venu me dire qu'on allait continuer ensemble. Je pense que lui aussi était rassuré par le fait que j'aie un parrain, quelqu'un qui croyait déjà en moi.

Si je devais conseiller Cap parrainage à un demandeur d'emploi, je lui dirais : 'fonce ! il n'y a que du positif !' »



## JEUNESSE ET ÉDUCATION JULIEN MAGUY, PROFESSEUR D'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE, COLLÈGES DE LUZ ST SAUVEUR ET PIERREFITTE-NESTALAS

**Le Département fournit 1110 tablettes numériques aux collégiens et 200 tablettes aux enseignants.**

« Avant de devenir professeur d'EPS il y a 5 ans, j'étais skieur professionnel de haute montagne et j'utilisais le numérique, en partie pour analyser et améliorer mes performances. J'avais donc déjà acquis cette culture-là.

Dans leur sac de sport aujourd'hui, mes élèves ont un short, un T-shirt, des chaussures et une tablette numérique. Le but est qu'ils considèrent désormais la tablette comme un outil de travail aux fonctionnements multiples. Ils utilisent donc la vidéo, les captures sonores, le traitement de texte, le traitement de l'image, etc. Ils s'en servent non seulement pour analyser et améliorer leurs performances comme je le faisais auparavant, mais aussi pour apprendre à observer, à s'expliquer, à montrer en se faisant comprendre, à rendre compte. Ils apprennent à devenir autonomes.

Le numérique leur permet en fait d'atteindre des compétences nouvelles.

L'éducation physique et sportive est un enseignement qui, comme les autres, vise à développer l'individu. Or, ces individus en cours de développement que sont les collégiens vivront dans un monde presque complètement numérique. Il est donc logique, voire indispensable, qu'ils apprennent à utiliser les outils numériques au mieux, pour faire face aux enjeux de demain... »



## GROUPE PRG

### 2015 - 2018, la volonté en actions !

A la mi-temps de ce mandat départemental, le bilan d'étape sonne positivement.

Les élus du groupe Radical et apparentés se sont engagés de manière forte et déterminée au lendemain de l'élection de 2015 pour accompagner et réaliser les projets présentés et portés par le premier d'entre nous, le Président PELIEU.

Ce fut d'abord une stratégie financière et économique dans laquelle sans augmentation d'impôt, les missions du Département ont été confortées sans altérer le niveau d'investissement public. Ainsi, le Département a continué à développer son action économique vertueuse, consistant à réinjecter sur son territoire la participation que lui confient les contribuables.

Ce furent ensuite une série de grands chantiers engagés dans les compétences obligatoires. Conscient que mettre en lumière certains d'entre eux serait faire preuve d'injustice pour les autres, nous relèverons notamment la démarche SolidAction, dans le domaine social, innovation première en France, visant à engager toutes les Directions et services de l'institution dans une action sociale partagée. Comment ne pas citer également l'accord avec l'opérateur Orange qui à sa seule charge financière, acte le déploiement dans tout le département de la fibre très haut débit chez l'habitant. Cet acte fort de réduction de la fracture numérique permettra de relancer notre Département dans une dynamique d'accueil, touristique, d'entreprises mais aussi de population permanente.

Mais cette mi-temps de mandat n'est pas synonyme de pause. En atteste, la décision de construction d'un nouveau bâtiment pour les archives départementales ; en souffrance depuis de longues années, ce

dossier trouve enfin une conclusion positive.

Préserver notre passé, préparer et construire notre avenir, voici la feuille de route que suivent avec le Président PELIEU, les élus du groupe Radical et apparentés. L'heure n'étant pas au repos, continuons le travail !

**Laurent LAGES, Président du Groupe, Louis ARMARY, Josette BOURDEU, Nicole DARRIEUTORT, André FOURCADE, Isabelle LAFOURCADE, Monique LAMON, J-Christian PEDEBOY, Michel PÉLIEU, Pascale PERALDI, Bernard POUBLAN, Chantal ROBIN RODRIGO, Bruno VINUALES**

## GROUPE PARTI SOCIALISTE

### Mobilisés pour les Hautes-Pyrénées

Le Conseil Départemental est un échelon de proximité au plus près des besoins et des attentes de chaque habitant des Hautes-Pyrénées. Derrière cet engagement se cache une pluralité d'actions, mises en place dans le cadre des différentes compétences du Département. Votées par les membres de l'Assemblée départementale, elles sont ensuite déployées à travers l'ensemble des dix-sept cantons de notre territoire par les Services de la collectivité. Le travail de vos Conseillers Départementaux, toutes tendances confondues, comporte au quotidien de longues phases de travail, de concertation et d'analyse. Un travail de l'ombre, éloigné de toute considération partisane et tourné vers l'intérêt général, indispensable pour faire émerger les différents projets que vous pouvez retrouver dans ce bilan de mi-mandat. Des réalisations pour lesquelles les élus du Groupe sont pleinement investis. Composé de sept membres, dont cinq femmes et deux hommes, le Groupe Socialistes et Apparentés compte en effet dans ses rangs une pluralité de profils représentant la diversité des territoires des Hautes-Pyrénées, lui permettant d'apporter son expertise et de relayer les attentes et les enjeux de nos cantons. C'est ainsi que trois de ses membres sont Vice-Présidents : Maryse BEYRIE (Action Economique, Tourisme et Agriculture), Jean GLAVANY (Education, Jeunesse, Enseignement Supérieur et Prospective) et Jean GUILHAS (Développement Durable). Le Groupe compte également une Présidence de Commission, avec Joëlle ABADIE, Présidente de la Commission des Solidarités Sociales, compétence mobilisant chaque année plus de la moitié du budget départemental. Sans oublier les Vice-Présidences de Commissions confiées à Geneviève ISSON (Education, Culture, Jeunesse, Sport et Vie Associative),

Isabelle LOUBRADOU (Finances, Ressources Humaines et Moyens Généraux), également Présidente de la Commission Départementale de Présence Postale, et Christiane AUTIGEON (Infrastructures Départementales, Mobilités), par ailleurs Présidente du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement des Hautes-Pyrénées (CAUE). Au-delà de ces responsabilités particulières, ensemble nous restons mobilisés pour nos territoires et pour les Hautes-Pyrénées. Solidarités sociales, agriculture, transports, routes, collèges, culture, représentent en effet autant de champs de compétences pour lesquels nous nous engageons au quotidien depuis trois ans. A vos côtés, et pour l'avenir des Hautes-Pyrénées, nous apportons toute notre expertise et nos sensibilités au sein de la majorité départementale de Gauche, de manière pragmatique, exigeante et vigilante.

Vos Conseillers Départementaux membres du Groupe :

**Joëlle ABADIE (Vallée de l'Arros et des Baïses), Christiane AUTIGEON (Val d'Adour-Rustan-Madiranais), Maryse BEYRIE (Neste-Aure-Louron), Jean GLAVANY (Aureilhan), Jean GUILHAS (Val d'Adour-Rustan-Madiranais), Geneviève ISSON (Aureilhan), Isabelle LOUBRADOU (Moyen Adour).**

## GROUPE INDÉPENDANTS ET TERRITOIRES

### Le territoire et les Hommes au cœur de notre action

En 2015, vous nous avez confié mandat au sein de l'assemblée du Conseil Départemental des Hautes Pyrénées. Elus sur les cantons d'Ossun, Tarbes 2 et Tarbes 3, nous sommes présents au sein des 5 commissions de travail de notre collectivité (Solidarités Sociales / Projet de Territoire et Développement Durable / Infrastructures Départementales et Mobilité / Education, Culture, Jeunesse, Sport et Vie Associative / Finances), où nous œuvrons depuis 3 ans à améliorer votre quotidien et préparer votre avenir.

Une mission beaucoup plus complexe aujourd'hui avec le projet de loi de programmation des finances publiques. Les collectivités territoriales sont désormais soumises à « un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement » et doivent limiter l'augmentation de ces dépenses à 1,2% par an. Une décision politique qui pèse lourd sur le fonctionnement de notre collectivité qui doit assurer la solidarité entre les Hommes et les territoires. Malgré cela, le Conseil Départemental des Hautes Pyrénées a fait le choix de poursuivre sa politique d'investissement - une position que nous soutenons.

Quelques exemples parmi les nombreuses réalisations sur les cantons que nous représentons au Conseil Départemental (Ossun, Tarbes 2 et Tarbes 3) : la réalisation de la bretelle de Louey (pour desservir les activités commerciales artisanales le long de la R.D 921A à Juillan et permettant un accès plus rapide pour les services de secours vers l'hôpital), la Maison de l'Enfance et de la Famille, l'aide au financement de la rénovation du haras de Tarbes ou encore la mise en place d'une charte de la commande publique pour soutenir l'emploi. Aujourd'hui à mi-mandat, nous souhaitons dans cette tribune vous réaffirmer notre engagement et notre volonté déterminée d'assurer nos missions d'élus. De nombreux projets nous attendent dans les mois à venir, tant sur le plan social, culturel, ou d'aménagement du territoire. Pour vous, notre département, ensemble nous travaillons.

Vos conseillers départementaux, **Catherine VILLEGAS et Georges ASTUGUEVIEILLE - Canton d'Ossun - Andrée DOUBRERE et Gilles CRASPAY - Canton Tarbes 2 - Laurence ANCIEN et David LARRAZABAL - Canton Tarbes 3**



## GROUPE LA RÉPUBLIQUE EN MARCHÉ

### Plan Pauvreté et Plan santé : vers l'Égalité Réelle

Le Président de la République a déroulé les deux axes constituant le volet social de la politique du gouvernement : le plan pauvreté et le plan santé, tous deux salués par les professionnels.

Le Plan Pauvreté s'attaque aux causes de la pauvreté pour changer radicalement ce qui ne marche pas dans notre pays. La pauvreté s'installe dans notre pays dès le plus jeune âge et se transmet sur plusieurs générations. 15% des personnes sont concernés dans notre Département, en majorité des jeunes.

Le gouvernement et la majorité font le choix des droits réels plutôt que des droits formels devenus incantatoires et sans effets sur l'amélioration de la situation.

Ce sont 8 milliards d'euros sur tout le quinquennat qui seront débloqués avec la création de 30 000 places de crèches supplémentaires, la tarification sociale de la restauration scolaire, et un plan de formation adapté pour tous les jeunes en situation de décrochage. L'âge minimum de scolarisation passera de 6 à 3 ans.

L'aide sociale à l'enfance accompagnera les jeunes jusqu'à 21 ans au lieu de 18 et la garantie jeunes comptera 500 000 bénéficiaires de plus.

Ces mesures s'ajoutent à celles déjà prises depuis 2017 : hausse de l'allocation d'adulte handicapé, du minimum vieillesse et de la prime d'activité, extension de la CMU-complémentaire et le remboursement intégral des prothèses auditives et dentaires dès 2020.

Tendre vers l'égalité réelle, c'est aussi garantir l'accès aux soins pour tous et mettre, là encore, l'accent sur la prévention.

Il ne vous a pas échappé qu'il devient de plus en plus complexe dans

notre territoire de trouver un nouveau généraliste ou d'obtenir un rendez-vous chez un spécialiste.

Le Plan Santé, présenté par la ministre de la Santé Agnès Buzyn vise à apporter une réponse à cet état de fait.

Si la suppression du numerus clausus permettra d'améliorer la situation de la démographie médicale à moyen terme, il est urgent d'aider les médecins à regagner du temps médical pour accueillir des patients supplémentaires

Ainsi, 4000 postes d'assistants médicaux seront créés pour seconder les médecins, orienter les patients ou pour exécuter des actes médicaux simples. 30% de temps médical sera gagné.

Des communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) permettront d'assumer des « urgences de ville » pour décharger des urgences hospitalières recentrées sur les situations vitales.

Enfin, 400 postes de médecins généralistes salariés avec un exercice mixte ville-hôpital dans les déserts médicaux verront le jour.

Cette évolution indispensable du système de santé renforce notre soutien à la création de l'Hôpital unique Tarbes/Lourdes.

En collaboration avec le Département dont la politique sociale est une compétence première, les élus La République En Marche seront vigilants quant à la mise en place de ces deux plans qui contribueront à améliorer le quotidien de nos compatriotes les plus fragiles.

**Virginie SIANI-WEMBOU, Jacques BRUNE, Frédéric LAVAL et Bernard VERDIER**

## GROUPE ENTENTE RÉPUBLICAINE

### Le Département présent au quotidien dans la vie de chaque Haut-Pyrénéen

Depuis ces dernières années, notre paysage territorial a énormément changé.

La politique socialiste sous la présidence de François HOLLANDE a accéléré ce processus de grande mutation. Tout d'abord, les communes qui avaient la possibilité de se regrouper en intégrant les communautés de communes en toute liberté ont été contraintes de se regrouper en communauté d'agglomération par l'Etat, avec la « loi NOTRE » selon un schéma de territoire prédéfini par l'Etat pour ne pas dire défini et impulsé.

Avec le recul, nous constatons que les communes ont perdu de leurs prérogatives au profit des communautés d'agglomération et par la recentralisation des compétences exercées au nom de l'Etat.

Un profond remaniement a également touché les régions, avec des périmètres très élargis à l'image de notre région OCCITANIE, 2ème plus grande région de France.

Les arguments pour réaliser ce nouveau schéma territorial étaient l'économie par la mutualisation et le rajustement des compétences.

Quant aux départements, ils étaient tout simplement destinés à disparaître alors que nous accompagnons votre quotidien de la naissance à la fin de vie (Maisons De la Solidarité, Protection Maternelle et Infantile, Aide Sociale à l'Enfance, Collèges, routes, Maison Départementale de la Personne Handicapée...)

Le département a en effet dû céder quelques compétences au profit de la région: développement économique, transports ... Mais dans le même temps, il s'est vu imposé des compétences relevant de l'Etat et bien-sûr pas vraiment compensées à la hauteur des enjeux (RSA, mineurs non accompagnés, allocation de perte d'autonomie...).

A croire que ce « jeu de chaises » a pour objectif d'essouffler ceux qui sont pourtant au plus près de la population, ceux qui sont dans la proximité et donc, dans l'écoute, l'attention et la compréhension.

Nous en aurons pour preuve le désaveu de plus en plus marqué des maires de petites communes qui se sentent contraints et exposés juridiquement. Pour avancer dans cette grande transformation du territoire, l'Etat avance très souvent des mots clés comme: maillage des territoires - proximité.

Mailler le territoire, c'est veiller à ce que chacun puisse accéder à tous les services de proximité, administration, santé ... or, il semble bien que, plus nous mutualisons, plus la proximité s'éloigne. Pour exemple: des fermetures de maternités, de réanimation, de centre d'impôts, suppression de trains (palombe bleue)...

Quant à la « proximité » c'est un mot sans distance et très relatif. Il faut veiller à ce que ces termes maillage et proximité gardent bien toutes leurs significations pour notre avenir et la futur génération.

Nous y veillons au quotidien par notre action au Conseil Départemental.

**Adeline AVELA et José Marthe - Conseillers Départementaux de LOURDES 1 Groupe Entente Républicaine**



## GROUPE FRONT DE GAUCHE

Vous nous avez confié la tâche de représenter notre canton au conseil départemental sur la base d'engagements pris lors de nos campagnes électorales. C'est le moment à mi-mandat de vous donner une information de proximité, sincère, objective, transparente autour du respect de nos engagements.

Depuis 2015 le contexte institutionnel a considérablement changé. Avec la loi MAPTAM et NOTRE, les collectivités ont subi un véritable big-bang institutionnel, jamais vu auparavant qui ont transformé le paysage territorial.

Elles ont consacré l'avènement des grandes régions, des métropoles et des grandes agglomérations. Avec ce chamboulement certains envisageaient la suppression des départements. Or ils sont apparus plus que jamais comme des collectivités de proximités. Il n'y a pas de République forte sans collectivités territoriales, nous défendons cette proximité, tous les jours le département œuvre pour les Hauts Pyrénéens, il est donc indispensable. C'est pour cela que par convention délégataire nous avons voulu garder les transports scolaires.

Ces changements étaient présentés pour simplifier, et faire des économies, on constate avec le temps une plus grande complexité et des coûts qui ne sont pas allégés bien au contraire.

En 2017 l'élection d'Emmanuel Macron a provoqué un bouleversement politique et le Chef de l'Etat apparaît aujourd'hui de plus en plus le Président des villes et celui des riches. Raison de plus pour notre département rural de rester aux côtés des territoires, et des Hauts Pyrénéens les plus fragiles.

C'est pour cela que nous sommes toujours présents pour la défense des emplois, pour la défense du pouvoir d'achat, pour la défense des retraites, pour la santé, pour la défense du service public, pour l'éducation...

Le contexte budgétaire continue lui aussi à évoluer mais pas dans le bon sens puisque les dotations de l'Etat ne cessent de se réduire, et dans le même temps les dépenses sociales ne cessent d'augmenter.

Moins de recettes plus de dépenses contraintes il est de plus en plus difficile de construire un budget ; d'autant plus que le gouvernement nous impose de ne pas dépasser 1,2% d'augmentation du budget de fonctionnement pour l'année 2019.

La bourrasque des économies imposées, avec la suppression des emplois aidés, la baisse des dotations, les transferts de charges... deviennent de plus en plus insupportables et pèsent sur nos choix afin de répondre au mieux aux attentes des Hauts Pyrénéens.

Nous dénonçons et combattons ces choix qui mettent notre département et les autres collectivités, en quelque sorte sous tutelle.

Malgré toutes ces contraintes 60M€ sont alloués à l'investissement cette année et ce sans augmentation de l'impôt, ce qui permet un développement du tissu économique local. Membres de la majorité départementale nous continuerons à soutenir les politiques volontaristes à être au plus près des attentes des Hauts Pyrénéens et plus particulièrement sur le canton de Bordères sur l'Echez où nous travaillons en étroite collaboration avec les maires.

Vous pouvez toujours compter sur nous !

**Jean BURON, Andrée SOUQUET**



## HAUTES-PYRÉNÉES

# LE TRÈS HAUT DÉBIT POUR TOUS

*Michel Pélieu, Président du Département, et Stéphane Richard, Président-Directeur-Général d'Orange ont officialisé l'accord pour le déploiement de la fibre optique pour 100% des logements des Hautes-Pyrénées. Par cet accord inédit, Orange s'engage à déployer le réseau Très Haut Débit sur ses fonds propres, sans soutien financier de la collectivité, d'ici à 2024. Cela représentera pour l'opérateur un investissement de plus de 300 millions d'euros.*